

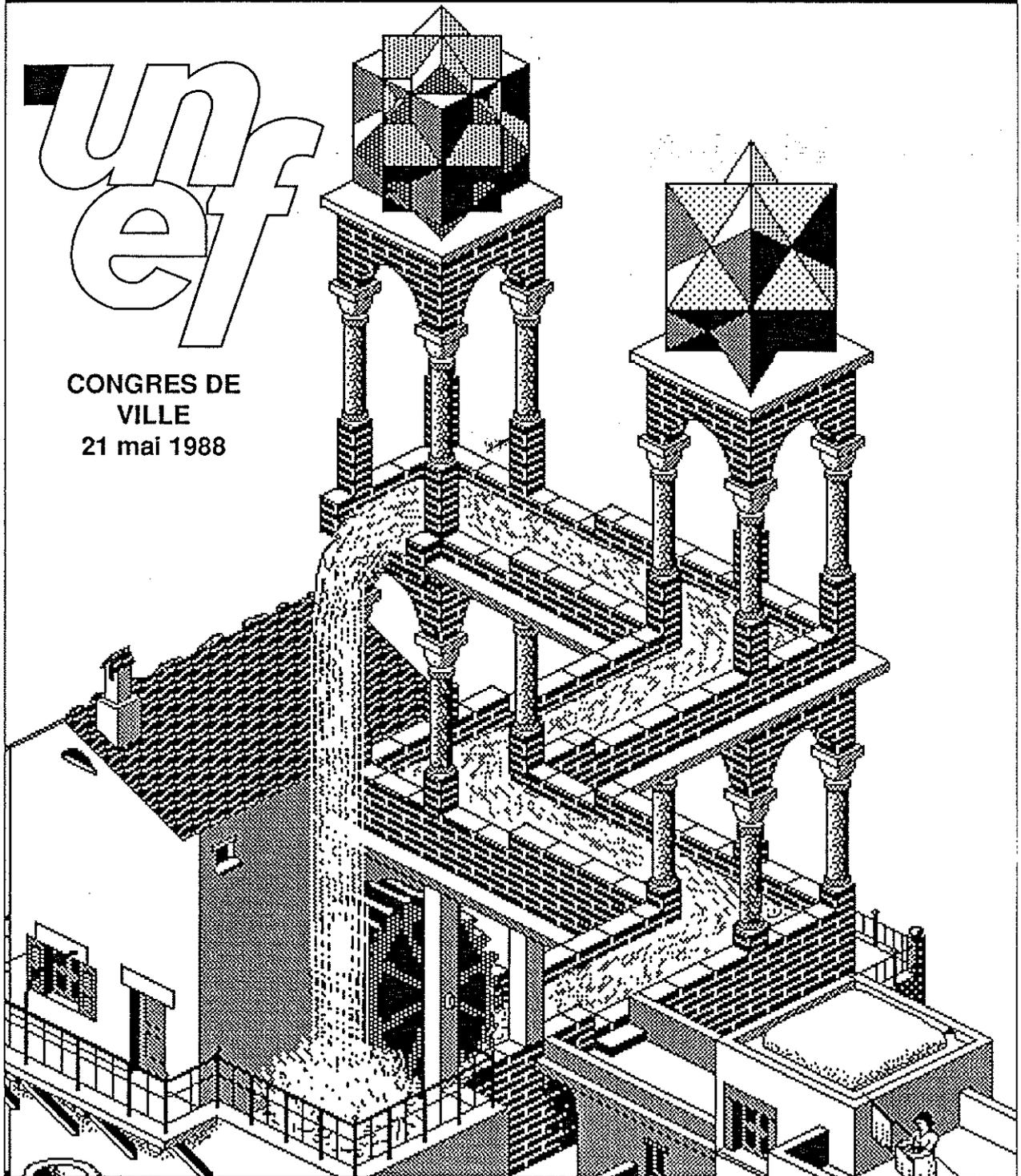
Le Syndicat

bulletin de liaison des adhérents de
l'ageg-unef - mai 1988 -

au jour le jour...

unef

CONGRES DE
VILLE
21 mai 1988



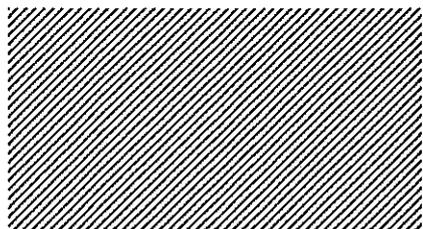
EDITO

Au risque de paraître peu original, je ne peux pas m'empêcher de dire que l'université connaît une grande crise. Bien sûr, il s'agit de la loi Deavquet qui revient par la fenêtre quand on l'a jetée par la porte et vice-versa, mais au-delà de ces réalités que nous connaissons bien pour les combattre tous les jours, dans les conseils ou dans la tête de nos condisciples, il y a le douloureux problème de la faiblesse du syndicat auquel nous appartenons. Sans faire du nombrilisme, on peut dire que ce problème conditionne tous les autres.

Quand on regarde l'année qui vient de s'écouler, que voit-on ? Un échec, celui des luttes sur le budget, qui a vu l'Unef-id freiner des quatre fers un mouvement qu'elle n'avait pas voulu, et une déconfiture, celle des élections universitaires où le taux de participation tout comme notre score subissent un sérieux recul. Face à ce difficile amoindrissement de nos possibilités d'actions, force est de constater qu'aucune solution ne s'annonce. La lecture du compte-rendu du collectif national des 5 et 6 mars derniers donne le la ; peu de gens entrevoient ce qui est le risque majeur de l'année à venir : la marginalisation de l'UNEF, c'est-à-dire de la seule force anti-conformiste existant encore à l'université.

Nous allons tenir congrès bientôt : même si nous sommes relativement épargnés par cette tendance, nous devons réagir pour l'efficacité de notre action. Je souhaite qu'une discussion examine en profondeur les causes de ce déclin et les moyens d'y remédier.

*Thierry LIOTARD,
président de l'ageg-UNEF.*



PLANNING DU CONGRES

9 h 30 début - désignation du président de séance

10 h 00 : séance plénière - analyse de l'université aujourd'hui et rôle du syndicat

12 h 00 : apéritif en compagnie d'anciens responsables de l'UNEF à Grenoble.

12 h 30 - 14 h 00 : repas

14 h 00 : travail en commissions

- Aide Sociale

- Services

- Chaînes d'inscriptions

- Elus

- Vie de l'UNEF

16 h 00 : comptes-rendus

17 h 00 : rapport financier, rapport moral

18 h 00 : élection du nouveau bureau

20 h 00 : fin

LE CONGRES

de A à Z

A comme

aide sociale : malgré nos deux élus au conseil d'administration du CROUS, l'aide sociale est un domaine dans lequel nous intervenons peu souvent. L'absence d'élections entre 82 et 87, nous a fait perdre une bonne partie de nos capacités de réflexion sur ce sujet : c'est le plus souvent en période d'élections au CROUS que la réflexion se développe. Mais un tel massacre est en train de se développer dans ce domaine, qui suscite les appétits du privé face à un marché largement sous-utilisé de 50.000 étudiants sur l'académie, que nous devrions intervenir plus souvent pour nous opposer au démantèlement des Œuvres Universitaires. Le travail effectué au conseil d'administration du CROUS va dans un sens de sensibilisation aux problèmes des étudiants, à l'aide de débats de fond. Mais il est dur de s'opposer à la force d'inertie de l'Unef-id ; certaines de nos propositions devraient être maintenant portées sur le terrain pour être soutenues avec plus de force.

B comme

bureau : 6 personnes qui assurent la permanence de l'UNEF et travaillent dans la philosophie et l'esprit ratifiés au précédent congrès de ville. Le fonctionnement actuel prévoit les trois postes statutaires plus un responsable par grand centre : U1, U2, U3.

C comme

communication : une importante partie de notre travail, qui mériterait d'être développée : notre présence dans les conseils ne se conçoit en effet, compte tenu du taux de participation, que comme celle de relais d'information. Nous aidons la masse des étudiants à intervenir sur ce qui les concerne en vue des changements pour lesquels ils nous ont mandatés.

chaînes : chaque année, se pose la question : comment les tenir et pourquoi ? Les options poursuivies les années précédentes étaient de ne pas aggraver le bachelier à l'instar de l'UID et des mutuelles, et de ne pas noyer le nouveau venu sous des flots de papier et d'infos. Mais il ne faut pas pour autant perdre le bénéfice de cette première présentation, il faut lui donner un impact, une clarté qui nous permette, soit immédiatement soit à la rentrée de concrétiser le rassemblement dans l'UNEF

D comme

débat : une des principales innovations des derniers congrès de ville était la volonté de tous d'avoir des débats ouverts, dont les conclusions ne soient pas tirées par le bureau avant qu'ait eu lieu un réel débat contradictoire. Une certaine routine tendait en effet à s'installer dans les réunions, où un discours tout ficelé était livré aux participants, non pas pour qu'ils le contestent ou le modifient, mais pour qu'ils l'illustrent, qu'ils disent en quoi il était judicieux. Ce fut le cas pour la "démarche collective" ou plus récemment pour les "lutttes-qui-montent". Toutes ces notions n'étaient pas forcément mauvaises, mais leur caractère de credo rabâché nuisait à leur assimilation réelle par les adhérents. Nous pensons que la seule démarche appliquée est celle qui aura été débattue contradictoirement par les adhérents eux-mêmes

Devaquet : son projet de loi, que seule l'UNEF a diffusé massivement (10.000 exemplaires) pendant la grève, risque de voir à nouveau son tirage augmenter, même si le titre vient à changer. On ne peut en effet qu'être inquiet de voir les idées contenues dans ce projet faire l'objet de consensus de plus en plus grands. Il est significatif notamment que les trois présidents d'université élus après la grève (et avec le concours précieux de la quasi totalité des élus Unef-id) partagent en particulier l'opinion selon laquelle les droits d'inscription ne peuvent pas rester symboliques, et qu'il appartient à l'étudiant de payer une partie des frais de sa formation.

E comme

élections : même si elles ne représentent pas la totalité de notre activité, elles sont quand même un gain du mouvement revendicatif étudiant que nous ne pouvons pas négliger. La difficulté d'en estimer leurs résultats tient en ce que premièrement la participation y est très faible : moins de 15% en moyenne ! d'autre part notre propre résultat y est faible : également autour de 15% nationalement, ce qui n'incite pas à une douloureuse lucidité dont nous aurions pourtant bien besoin. Notre situation, même si elle est favorisée par rapport à d'autres (voir les chiffres) n'est pour autant pas très rassurante pour l'avenir : l'Unef-id ne cache pas ses velléités de représenter à elle seule la grande majorité des étudiants, et la diminution du nombre de nos élus entamerait gravement nos possibilités d'action. pour mémoire : CROUS 87 : 25,9% (CROUS 82 : 29%) nationalement : c'est le 9ème meilleur score sur la trentaine de centres où nous déposons. Le score national aux CROUS est de 14% (82 : 32%) - aux élections universitaires proprement dites, nous allons de 83% (Archi) à 16% (U2) en passant par 35% (U3) et 25% (U1)

F comme

formation : la formation des adhérents et des élus de l'UNEF va de pair avec un discours qui en appelle à la responsabilité de chacun : pas mal de projets restent dans les tiroirs en la matière, comme le "guide du militant" qui attend de sortir depuis deux ans, ou la journée de formation des élus, qui ne s'est pas tenue, bien que décidée par le collectif de ville. Ce qui a été fait ressort essentiellement du domaine technique : les trois stages Macintosh visaient à donner la maîtrise d'un outil. Quant aux stages nationaux, ils n'ont pas suscité l'enthousiasme, ni par leurs modalités (à Paris, sur plusieurs jours) ni par leur contenu.

G comme

Guide de l'Étudiant : depuis 8 ans, le guide de l'Étudiant est paru sans interruption ; c'est un des moyens qu'a l'étudiant de nous connaître dès son arrivée sur la fac, c'est un service que nous lui rendons. Cette année encore il paraîtra, mais avec un contenu différent : pourquoi pas une page par filière, et des informations extra-universitaires sur la vie à Grenoble. Une commission sera réunie, comme chaque année, pour sa rédaction.

H comme

Hétérozygote : quand les hétérozygotes, les homozygotes aussi.

I comme

Indépendants : une des leçons du dernier scrutin universitaire aura été la baisse du nombre des listes indépendantes : - 2,5 % par rapport à 86. L'Unef-id, qui ratisse largissime, est-elle responsable de cette chute, ou la baisse du taux de participation s'accompagne-t-elle d'une baisse d'intérêt pour les affaires de la fac ?

individualisme : l'individualisme n'est hélas pas une donnée nouvelle dans le milieu étudiant ; le "tissu social" y est lâche, et nos universités parking/supermarché entretiennent les comportements de consommateur de cours qui vit sa vraie vie ailleurs. Notons au passage que la plupart des campus français datent de la fin des années 60, à une époque où on redoutait que les étudiants se remettent à bouger. Mais se lamenter sur cet état de fait n'amène pas à grand chose, et on peut se demander si il n'y a pas des éléments de la mentalité dominante qui rejoignent notre démarche. Les manifs de novembre-décembre 86 étaient des manifestations d'individualistes qui souhaitaient la liberté individuelle... pour tous !

J comme

journal : en octobre, Grenoble-Universités fêtera son deuxième anniversaire, et il y a fort à parier que la chose ne passera pas inaperçue : commencez à réserver vos soirées d'Octobre, il y a de la fiesta dans l'air... Une nouvelle formule attend les lecteurs du n°13 de GU. (un numéro qui porte bonheur) Format magazine 21x29,7cm, noir et blanc en 16 pages et un tirage qui permettra peut-être de couvrir

les dernières zones d'ombre de sa diffusion : le Village Olympique et la MDE. Sans compter une présence accrue dans les facs, où les journaux étudiants ne se pressent pas au portillon.

K comme

képis : la question du service national n'a pas fait jusqu'à présent l'objet d'une campagne importante, mais le report automatique jusqu'à 25 ans reste à gagner si on ne veut pas que les études soient coupées par un an d'armée. Une campagne nationale permanente sur cette question pourrait amener l'état-major à modifier son point de vue.

L comme

luttons : la nouvelle conception qui semble se dégager de la lutte en milieu universitaire, au delà du discours figé que l'on entendait ces dernières années, est que le rôle du syndicat n'est plus, comme autrefois, de diriger le mouvement comme s'il lui appartenait. Les durs échecs de 80 (contre le décret Imbert-Bonnet sur les étudiants étrangers) et de 86 (loi Devaquet) où certaines sections syndicales se sont heurtées violemment aux comités de grève, ont donc porté des fruits. On conçoit désormais le syndicat comme un vecteur d'information, un creuset de réflexion et un outil pour l'action, respectueux des formes que se donnent les étudiants eux-mêmes pour mener à bien une lutte. La tendance lourde à l'UNEF n'est malheureusement pas à mettre en pratique cette orientation partout, mais il est positif que cette opinion ait été exprimée lors du congrès national.

M comme

mutualisme : conformément au débat de la commission mutuelle au congrès de ville de mai 87, l'ageg-UNEF s'est engagée sur la voie du soutien à la Mutuelle Jeunes, avec pour exigence le passage dès que possible à une couverture unique, ce qui suppose une cotisation unique. Le constat tragique qui avait été fait d'une démutualisation des étudiants, et d'une absence de démocratie dans le champ mutualiste étudiant est encore largement vérifiable. Tout récemment encore, les affiches annonçant des élections à la Mnef ont été collées (confidentiellement) deux jours avant la date limite pour le dépôt des listes, qui devaient comporter 50 noms ! Parallèlement, la Mutuelle Jeunes recueille une adhésion de plus en plus massive de la part des étudiants et des jeunes, et tente de nouvelles expériences de démocratie avec un CA qui dispose enfin du pouvoir décisionnaire sur le montant des cotisations, une démocratie qui n'est pas truquée. Il est déplorable, comme l'a exprimé la délégation grenobloise au 72ème congrès national de l'UNEF, que l'Union Nationale ne s'engage pas, pour d'obscures raisons, dans le sens d'une aide à cette mutuelle.

N comme

national : la dimension nationale des luttes n'échappe plus à personne, et il est notable que lors des batailles autour du

budget, la question qui revenait souvent lors des réunions était : où en est la mobilisation ailleurs en France ? Les relations entre villes universitaires deviennent dès lors une nécessité, et le réseau que constitue l'UNEF entre les différents campus de France est largement sous-exploité. La rencontre nationale sur les services étudiants qu'avait organisé l'age en juin 87 constitue à notre avis un exemple de ce que pourraient être des liaisons transversales. Des contacts sont par ailleurs maintenus avec Lyon, où se sont rendus un certain nombre de nos militants lors des élections au CROUS.

O comme

organisation : la question des formes d'organisation en milieu étudiant est la question centrale aujourd'hui : comment ne pas être frappé par la similitude entre nos points de vue et ceux d'une grande partie des étudiants qui bougent, et en même temps par les réticences que les mêmes ont à nous rejoindre. Plus particulièrement, nous parvenons souvent à rassembler un certain nombre d'étudiants autour d'un projet précis (le journal, le budget des facs, notre projet mutualiste...) sans toujours être capables de les amener à percevoir la nécessité d'une démarche globale. Certes, il appartient aux intéressés d'exprimer la raison de leur non-appartenance à l'UNEF, mais on peut distinguer un certain nombre de raisons à cela :

- la peur d'appartenir à une organisation marquée politiquement, et il faut reconnaître que de nombreux dérapages justifient en bien des endroits cette peur ;
- le manque de motivations vis-à-vis d'une vie interne de l'organisation que l'on imagine pauvre et inintéressante ;
- le sentiment que l'on a de peser finalement assez peu sur la réalité des choses, d'avoir affaire à des enjeux qui nous dépassent

Même s'il peut sembler utopique de croire que l'on règlera cette question définitivement, il est urgent de commencer à y apporter des remèdes, faute de quoi l'université pourrait bien voir disparaître toute forme d'association syndicale. Car nous ne sommes pas les seuls à être touchés : PSA est en pleine déconfiture, et l'Unef-id ne trouve rien de mieux que des pochettes surprises pour remplir son fichier d'« adhérents »

P comme

politique : Quand les étudiants n'en font pas, il est mal vu d'y faire des incursions ; mais si la période s'y prête, ne pas raisonner en "politique" équivaut à rester sur la touche. Cela étant dit, le syndicalisme est une démarche qui consiste à rassembler des individus dans le but de satisfaire les revendications d'une catégorie de travailleurs, dans le cadre d'une démarche décidée démocratiquement. La démarche politique consiste au contraire à tout faire pour permettre à un projet donné de société de s'installer en lieu et place de la société existante. Il y a une différence, non de nature, mais de degré entre ces deux démarches.

Q comme

à Quoi ça sert d'être syndiqué ? : Une question qu'on ne se pose pas assez souvent. Contrairement à un certain secrétaire général de l'UNEF qui considérerait que l'adhésion à l'UNEF constituait "une meilleure assurance que la MNEF ou la SMERRA", on peut estimer plus modestement que c'est un moyen de garder les yeux ouverts sur sa formation, à l'heure où la valeur dominante semble être la résignation, et de vivre une expérience de citoyen à part entière, tout en pesant du poids de plusieurs centaines d'individus. Car un rassemblement, même s'il n'est que de quelques dizaines d'étudiants, pèse toujours d'un plus grand poids que 32 milliers d'individualités qui s'ignorent et ignorent leur puissance.

R comme

renouveau : En 1971, l'UNEF connaissait une scission sur la question des élections universitaires. Y participer serait cautionner la politique universitaire du gouvernement disaient les uns, les conseils seront ce que nous en ferons disaient les autres, et c'est de ceux-là que nous "descendons", les autres ayant donné naissance à l'Unef-id. C'est la victoire des pragmatiques sur les idéologues qui a marqué ce que l'on appelle le Renouveau de l'UNEF. Le ralliement de la totalité du mouvement étudiant à cette position montre bien quels étaient ceux qui avaient raison alors. Mais cette avance théorique dans notre analyse de la société et de son université, nous l'avons perdue à l'heure actuelle. Pour cette raison comme pour bien d'autres, il est temps, comme le disait un camarade de l'AGE de le Limoges, que commence un second Renouveau pour l'UNEF, faute de quoi la seule force anti-conformiste à la fac risque fort de ne laisser que des souvenirs, comme c'est le cas de la FRUF (Fédération des Résidences Universitaires de France) et de l'UGE (Union des Grandes Ecoles) qui furent puissantes en leur temps et ne survivent que par l'appui que leur apporte l'UNEF.

S comme

solidarité étudiante : la grande réapparition du concept de solidarité étudiante date historiquement du congrès de St Etienne, en novembre 87. Pendant trois ans, on en avait perdu la trace. Lancé en 1980 par le congrès de Reims, le slogan a gardé à ce point son actualité qu'un de nos militants découvrit, en pleine grève de 1986, des étudiants non-syndiqués en train de le peindre sur une énorme banderole ! Un des mandats du congrès sera de se positionner à nouveau sur ce qui est encore aujourd'hui un des moyens de différenciation, pour l'étudiant moyen, entre les « deux UNEF »

services : l'année qui vient de s'écouler a vu la situation de la coopérative que nous gérons, le CAEG, se stabiliser. Toutefois, des échéances importantes approchent, et pour pouvoir y faire face il nous faudra probablement nous associer d'une manière quelconque. D'ores et déjà des contacts existent entre le CAEG et son homologue lyonnais, puisque le CERCOOPE (Centre Régional des Coopératives Etudiantes) nous fournit son aide technique pour le redressement de la cafétéria de sciences. Le

congrès étant l'instance de décision suprême du syndicat sur grenoble, c'est à lui qu'il appartiendra de ratifier les accords de développement qui seront signés entre les deux organisations. Une des tâches importantes du congrès sera aussi de réfléchir sur l'intervention de l'ageg sur ses services et sur le code de conduite qu'elle doit leur fixer.

T comme

trésorerie : un plan financier sera soumis à l'approbation du congrès ; la principale caractéristique de celui de l'an passé consistait en une priorité au redressement local qui excluait la possibilité de versements à la trésorerie nationale. En effet, des malversations avaient placé l'ageg, en 85, dans un état d'endettement chronique, dont l'union nationale avait été la première bénéficiaire ; cet endettement, aggravé par la baisse constante du financement des associations et de la nôtre en particulier, risquait de nous placer dans l'incapacité de mener les batailles essentielles du moment, c'est pourquoi la décision a été prise de privilégier le développement local.

U comme

unité : le grand lancement du thème de l'unité a été incontestablement le mouvement de novembre 86. Auparavant, la question, plusieurs fois abordée à différents niveaux, n'avait suscité que de bien faibles échos. Depuis, de nombreuses fois la question s'est trouvée posée au grand jour, et l'ageg a innové une première fois en avril 87, en consacrant un collectif de ville en entier sur cette question, à l'occasion d'une proposition de liste unique à l'U2 avec l'Unef-id. Les idées fortes de nos réponses étaient celles-ci à chaque fois :

- volonté de ne pas se laisser enfermer dans un jeu politique d'alliances
- ouverture d'esprit envers ceux qui voulaient réellement travailler à changer les choses à la fac, dans le respect des différences de chacun

Elles ont présidé également à l'accord que nous avons donné pour participer à des initiatives communes avec le BDE de l'U3, aux manifs contre Le Pen, au 1er Mai unitaire.

V comme

vente des cartes : le débat ayant fait grand bruit dans l'assemblée générale de novembre 87, il est bon de repreciser les choses : il y a eu réaction, peut-être exagérée, à une période où on considérait un peu vite que quelqu'un avait adhéré : sur la base d'un accord avec une liste de propositions plus ou moins réalistes, on prenait l'adresse d'un quidam et on remplissait triomphalement un talon qui ne représentait déjà plus rien au moment où on le classait. Par rapport à cette attitude, qui se justifiait peut-être par la bousculade qui existe toujours sur les chaînes d'inscriptions mais qui ressemblait trop aux magouilles de l'Unef-id, on a voulu amener les étudiants à adhérer sur des bases plus complètes, plus solides. Cela s'est traduit naturellement par une baisse du chiffre d'orga, mais pas aussi franche que prévue : dans le même temps, on passait

sans rien changer de 2000 adhérents à 100 adhérents à Toulouse entre 1983 et 1988. L'ageg est constituée actuellement d'une cinquantaine de personnes, ayant toutes cotisées et venant très régulièrement aux réunions d'associations ou de collectif de ville. Ces personnes constituent donc le "noyau dur" du syndicat sur la ville, et c'est leur capacité à élargir l'influence de l'ageg autour d'elles qui conditionnera la montée du nombre d'adhérents, et non pas la politique suivie au niveau du bureau en matière d'adhésion.

W

X comme

Xavier Aknine : président de l'UNEF, c'est lui qui suivra le congrès de l'ageg pour le bureau national, comme il l'avait fait en mai 87.

Z comme

Zorro.